

DELIBERATION n° 53 - 2018
En date du 30 Novembre 2018
Portant sur une demande d'acquisition
d'un Chemin à Cintrat

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Just-le-Martel s'est réuni en Mairie le 30 Novembre 2018 à 20H00 sur convocation, en date du 9 Novembre 2018, sous la présidence du Maire, M. Joël GARESTIER, Mme LACORRE Séverine étant désignée secrétaire de séance.

Sont présents : M. GARESTIER Joël, Maire de Saint Just le Martel,
M. HENRY Philippe, Mmes MANDET Mauricette, JANICOT Marie-Claude, M. VERGER Manuel, Mme AUPETIT BERTHELEMOT Christelle, M. GARCIA Jean-Luc, Adjoints,
MM. VANDENBROUCKE Gérard, PAYRAT Patrice, GLANDUS Bernard, Mmes CARRILLO Martine, DE PAIVA Régine, M. PEAUDECERF Sébastien, Mmes LACORRE Séverine, DUVAL Patricia, BASSALER Virginie, M. GAILLARD André, Mme THIBAUT GUILLON Claude, M. PAGE Stéphane, Conseillers Municipaux,

Absents ayant donné procuration : Mme TOUCAS Hélène ayant donné procuration à Mme LACORRE Séverine, Mme SANCHEZ Marie-Hélène ayant donné procuration à M. HENRY Philippe, M. SIMON Patrick ayant donné procuration à M. GAILLARD A.

Absents excusés : M. MORELON Alain

Nombre de membres en exercice	23
Nombre de membres présents	22
Nombre de suffrages exprimés	22
Votes pour	22
Vote contre	0
Abstentions	0

Mme Malfatti, demeurant à Cintrat, demande l'acquisition d'un morceau de terrain appartenant à la commune (Cf plan annexé).

Cette petite parcelle n'a pas d'utilité par la commune et serait vendu pour 2€ le mètre.

Il est demandé au Conseil Municipal d'émettre un avis sur cette demande d'acquisition, les frais inhérents seront à la charge du demandeur (frais de géomètre, d'enquête publique, de notaire...)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité
DECIDE DE :

- **DONNER** un avis favorable à la vente de ce morceau de terrain appartenant à la Commune.



Fait à Saint-Just-le-Martel
Le 30 Novembre 2018

Le Maire,

Joël GARESTIER



Mr le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat.

Publié le

Transmis en préfecture le